

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 1

Artikel: Les problèmes des Serbes vus par l'ancien président de la République fédérale de Yougoslavie
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345494>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les problèmes des Serbes vus par l'ancien président de la République fédérale de Yougoslavie

Dobritsa Tchossitch, accède à la présidence de la République fédérale de Yougoslavie le 15 juin 1992, désireux de réaliser un programme «démocratique et pacifique»; il se fait destituer le 31 mai 1993 par les tenants de la tendance dure en Serbie, emmenés par Slobodan Milosevitch. Il s'était manifesté en tant que dissident de longue date, fer de lance de l'opposition au régime de Tito. Il est surtout l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont une dizaine traduits en français. Dans une lettre ouverte à Jacques Delors, datée du 4 juin 1994, il se déclare «engagé en faveur de la paix, de l'égalité et d'une coopération intégrale entre les peuples yougoslaves, balkaniques et européens. Un recueil de ses textes politiques, intitulé *L'effondrement de la Yougoslavie*, vient de sortir en librairie¹. Alors que le manichéisme sévit en Occident et que l'extrémisme ensanglante l'ex-Yougoslavie, l'analyse et les solutions que propose Dobritsa Tchossitch méritent d'être méditées.

L'illogisme des Européens

Depuis le Congrès de Berlin en 1878, l'Europe s'occupe sans succès de la question bosniaque, ce nœud gordien d'antagonismes historiques, ethniques, religieux et politiques très révélateur des problèmes balkaniques. Les «solutions définitives de cette crise doivent être démocratiques, équitables et prévoyantes; elles ne pourront être trouvées que moyennant une reconnaissance maximale de la libre volonté politique de chacun des trois peuples bosniaques – Musulmans, Serbes et Croates –, la garantie de l'égalité des droits et une entente par voie de compromis et de consensus.»

Le titisme, foncièrement nationaliste mais officiellement auto-gestionnaire, utilisait la nationalité comme critère dans l'attribution des postes, jamais l'intelligence, la compétence ou l'honnêteté. «Avec l'effondrement de ce régime, l'idéologie nationaliste sous-jacente a explosé dans les mouvements sécessionnistes, et la guerre interethnique était inévitable. (...) Le schéma que Lénine avait conçu pour la Russie, Tito l'a appliqué en Yougoslavie, accusant les Serbes, en tant que nation la plus nombreuse, d'être (...) le tyran des peuples yougoslaves.»

Au niveau international, on a cherché à résoudre la crise sur la base d'une morale contradictoire. Les Etats, au nom de la démocratie, ont soutenu les sé-

cessions ethniques de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, acceptant, avec le démembrement de la Yougoslavie, le déchirement organique du peuple serbe. Ils veulent aujourd'hui imposer par la guerre un Etat multi-ethnique aux Serbes de Bosnie et, pour y parvenir, ils recourent à l'encontre de la république de Serbie à des sanctions, des menaces militaires et des ultimatum. Leur politique pousse les trois peuples concernés à une guerre durable, à des génocides et à des exodes interminables.

La Serbie et les Serbes de la diaspora

Les extrémistes serbes, qui commettent des crimes de guerre contre les musulmans, ne sont pas les dé-

¹ Tchossitch, Dobritsa: *L'effondrement de la Yougoslavie. Positions d'un résistant*. Lausanne, L'Âge d'homme, 1994. 175 pp.

positaires de l'idée nationale serbe et représentatifs de l'ensemble des Serbes. Une Grande-Serbie en tant qu'Etat, déclare Tchossitch, c'est un slogan unificateur dépassé, cher aux nationalistes serbes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, qui séduisit des peuples éparpillés qui voulaient former un Etat unique.

«L'insistance opiniâtre des Serbes de Bosnie pour conserver un lien territorial avec la Serbie ne tient pas à une volonté politique de créer la Grande-Serbie qu'on leur impute; il s'agit simplement de la défense du couloir par lequel, durant la Seconde Guerre mondiale, les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, soumis au génocide oustachi, fuyaient vers la Serbie.

«La version actuelle du plan Vance-Owen n'a pas écarté la possibilité d'un Etat sur la base d'une hégémonie de la coalition musulmano-croate, Etat où se poursuivraient les persécutions ethniques et l'exode des peuples minoritaires, et avant tout des Serbes, car selon les cartes projetées, quelque 40% des Serbes de Bosnie-Herzégovine devaient vivre dans des provinces sous contrôle musulman ou croate. (...) Les gouvernements de Serbie et du Monténégro ne sauraient ordonner aux Serbes de Bosnie d'accepter des choses qui mettent leur survie en péril, pas plus que ceux-ci ne seraient prêts à obéir si de telles directives leur parvenaient de Belgrade.»



Belgrade, 6 avril 1993: face au photographe, deuxième depuis la droite, le président Dobritsa Tchossitch (Photo Rade Prelic).

«Depuis le 20 mai 1992, il ne subsiste plus, en territoire bosniaque, aucun soldat de l'Armée yougoslave, alors que la Croatie est entrée avec 40 000 à 50 000 hommes en Bosnie-Herzégovine pour combattre les Serbes et former une Grande-Croatie. Malgré cela, la République fédérale de Yougoslavie, c'est-à-dire la Serbie et le Monténégro, a été désignée comme l'agresseur en Bosnie-Herzégovine et punie par des sanctions et l'isolation.»

Le 20 octobre 1993, l'Armée fédérale yougoslave était entièrement retirée du territoire croate, plus précisément de la région de Dubrovnik. Le 22 janvier dernier, la normalisation était interrompue par l'offensive croate contre la République de Krajina serbe, placée sous la protection des Nations Unies. Ces deux dernières années, le recours à la terreur, les discriminations des autorités croa-

tes ont poussé quelque 300 000 Serbes de Croatie à prendre le chemin de l'exil.

Résultats des sanctions

Les sanctions mettent en péril la vie des citoyens, vu que des biens de première nécessité comme les médicaments manquent. «Les conditions actuelles poussent à une régression générale de la société, à un renforcement des forces conservatrices et autoritaires, attisent l'extrémisme politique et idéologique (...).»

En Serbie et au Monténégro, c'est-à-dire sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, la production en 1992 a baissé de 22% par rapport à 1991. Entre janvier 1992 et janvier 1993, la baisse représente 37%! Les prix de détail augmentent en moyenne chaque mois de 55%,

tandis que, par rapport au même mois de l'année 1991, le taux d'inflation atteint 19810% en décembre 1992. Si l'inflation du mois de mars 1993 continuait à croître au même rythme dans l'avenir, elle pourrait atteindre des dizaines de millions de pour cent à fin 1993. Le salaire moyen, l'équivalent de 30 marks allemands, est inférieur au minimum existentiel fixé par les Nations Unies.

A fin 1992, dans un pays de 11,5 millions d'habitants, il y a 800 000 personnes sans travail et 2,3 millions de travailleurs; plus de 600 000 personnes se trouvent «en congé forcé». A ces chiffres s'ajoutent plus de 700 000 réfugiés et environ 1 million de retraités. «Les exodes massifs de Serbes hors de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, la misère et l'indigence risquent de créer une armée de chômeurs et de sans-abri qui risquent d'engendrer des remous sociaux, voire de déborder vers l'Europe.»

Quelques thèses de Tchossitch

– L'Armée populaire yougoslave est une malédiction pour la Serbie et le Monténégro; à cause de son idéologie titiste, de sa «pourriture», de sa démoralisation et de son incapacité, elle a compromis l'image de marque de la République fédérale yougoslave.

– L'unification avec le Monténégro, bien qu'inévitable, a introduit des déséquilibres entre les deux parties, si bien que les Serbes en conçoivent un profond sentiment d'insatisfaction.

– L'usage de la force et la corruption, les deux bases de la politique encore «communiste» au Kosovo, mènent à une impasse. Elle ne correspond pas aux aspirations des Albanais et aboutit à la mise à l'écart des Serbes autochtones. Une solution, comme pour toutes les autres questions de minorités, il faut la chercher dans l'application des droits de l'homme et du citoyen.

– La situation en Voïvodine ne cesse d'empirer à cause du centralisme de cadres venus de la métropole qui ravivent les exigences d'autonomie.

Evolution de la situation en Bosnie durant l'été 1994

Alors que la situation s'aggravait à la frontière entre la Serbie et la Macédoine, les autorités de Skopje procédaient à fin juin 1994 à un recensement. Cette opération suscitait la méfiance des Albanais dont les dirigeants prétendent qu'elle constitue le 40% de la population de la Macédoine, alors que le pourcentage doit être sensiblement inférieur. Un foyer supplémentaire de crise...

Selon des sources de l'ONU, la majeure partie des violations du cessez-le-feu entré en vigueur le 10 juin sont le fait des troupes gouvernementales bosniaques. On peut craindre une reprise de la guerre à large échelle, car, selon les termes du commandant en chef de l'armée bosniaque, la Fédération croato-musulmane n'aura que le territoire acquis sur le champ de bataille. Dans sa brutalité, ce commentaire reflète une triste réalité, mais il ne faut pas oublier que tous les camps en présence poursuivent le même objectif...

Voilà peut-être pourquoi le président Clinton a reconnu un temps que la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie aurait pour seul effet de prolonger la guerre. Reste la voie des négociations qui devrait reposer sur un principe: chaque partie devrait avoir la conviction d'avoir retiré des avantages dans un processus de discussions. Les Croato-musulmans ne se satisfont pas du 51% du territoire que les médiateurs veulent leur attribuer, tandis que les Serbes de Bosnie, qui en contrôlent le 70%, rechignent à lâcher du lest. Si les uns et les autres finissaient par signer un accord en s'estimant perdants, un redémarrage du conflit serait pour ainsi dire programmé.

RMS